

Ecole : les patrons wallons s'invitent dans le débat

« Les entreprises ont besoin de jeunes capables de savoir-être comme de savoir-faire », estime le directeur général de l'Union wallonne des entreprises.

Les espoirs dans le Pacte d'excellence sont énormes, tant du côté des élèves et de leurs parents que des enseignants, mais également des entreprises qui, sûrement, un jour, embaucheront ces petits francophones.

Lundi, le ministre-président wallon Willy Borsus (MR) a taclé un point de la réforme de l'école. Selon lui, « l'allongement du tronc commun est une erreur fondamentale ». Cette mesure serait contraire aux attentes « dans le monde de l'entreprise et ce que j'entends chez les jeunes : le souhait d'aller plus vite vers la formation qu'ils souhaitent ».

Alors aujourd'hui, dans *Le Soir*, le patron des patrons wallons donne sa vision de ce que l'école devrait fournir aux élèves.

« Nous ne sommes pas pédagogues. Le monde enseignant et les consultants doivent être capables de trancher cette question sans nous. » Si Olivier de Wasseige, administrateur délégué de l'Union wallonne des entreprises, refuse de choisir entre un tronc commun jusqu'à 14, 15

ou 16 ans, il n'en a pas moins des idées pour l'école.

« Pour nous, l'enseignement et la formation sont des priorités. » Car les entreprises jouent leur développement et leur croissance sur ces questions. Elles « ont en effet besoin de personnel bien formé, en adéquation avec l'offre de travail. Ce qui est loin d'être le cas », tonne

le patron des patrons.

Trop de postes sont inoccupés alors que de nombreux chômeurs peinent à trouver le chemin du travail : une preuve de plus que « les demandeurs d'emploi ne correspondent pas aux profils recherchés ».

Alors de quoi rêvent les patrons pour leurs employés de demain ? « Le monde de l'entreprise a besoin de jeunes capables de savoir-être, de savoir-vivre, tout autant que de savoir-faire », explique

Olivier de Wasseige, ce qui passe notamment par une revalorisation des filières qualifiantes en formations d'excellence. « L'école doit certes former des "citoyens responsables", mais elle doit aussi préparer tous les élèves à être (...) capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures. »

Alors, à choisir, l'administrateur délégué de l'UWE préfère des têtes bien faites à des têtes bien pleines. « Nous estimons important de renforcer les savoirs de base en mathématique, en français et en science. Dans une formation qualifiante, par exemple, il est toujours difficile de revenir en arrière. » Il déplore par exemple que les employeurs « rencontrent trop de jeunes incapables de faire une règle de trois ou de lire un mode d'emploi en français ». ■

« Les entreprises veulent un nouveau consensus, un pacte scolaire fort »

ÉCOLE Olivier de Wasseige, patron des patrons wallons, s'invite dans le débat

- L'école doit-elle former aux savoirs de base ou au savoir-faire ?
- Les entreprises ne choisissent pas. Elles veulent des jeunes hautement qualifiés, à bien des niveaux.

ENTRETIEN

Le système scolaire doit-il former des têtes bien faites ou des têtes bien pleines ? Doit-on éventuellement prolonger à cet effet le temps de la formation générale ou opter pour un statu quo ? Le patron des patrons wallons – Olivier de Wasseige, administrateur délégué de l'Union wallonne des Entreprises – refuse de choisir entre un tronc commun jusqu'à 14, 15 ou 16 ans. « *Le monde de l'entreprise a besoin de jeunes capables de savoir être, de savoir vivre, tout autant que de savoir-faire* », explique-t-il.

« C'est

Le débat politique et citoyen de la semaine, c'est le tronc commun. Vous vous y engagez désormais ?

On nous demande régulièrement de nous positionner sur la durée du tronc commun idéale. Pour nous, l'enseignement et la formation sont des priorités. Les entreprises ont en effet besoin de personnel bien formé, en adéquation avec l'offre de travail. Ce qui est loin d'être le cas : alors qu'il y a 220.000 demandeurs d'emploi en Wallonie, il a aussi 31.000 emplois vacants, des jobs innocués.

« Ce qui interroge l'efficacité du système scolaire ?

C'est le signe en tout cas que les demandeurs d'emploi ne correspondent pas aux profils recherchés, le signe aussi qu'ils n'ont pas reçu l'enseignement ou la formation adéquats. Et nous sommes inquiets pour l'avenir : le niveau de qualification minimum ira sans cesse croissant dans les prochaines années (NDLR : lire ci-contre). C'est interpellant car un emploi vacant, c'est un frein pour la croissance économique. La prévision de croissance du PIB est à 1,8 % en 2018. Nous serions au-delà si ces postes de travail étaient pourvus. Nous sommes persuadés, à l'Union wallonne des entreprises, que la qualité de l'enseignement influence la croissance du PIB, qui est lui-même un indicateur du bien-être de la société. Nous sommes tout autant persuadés que l'accès à l'emploi impacte à la baisse les indicateurs de pauvreté. On ne peut plus accepter qu'un enfant sur quatre vive sous le seuil de pauvreté ou qu'un jeune sur cinq en Wallonie ne soit ni en emploi, ni en enseignement, ni en formation. Nous adhérons pleinement à tous les aspects du décret mission : l'école

doit certes former des « citoyens responsables » mais elle doit aussi « préparer tous les élèves à être (...) capables de contribuer au développement d'une société démocratique, solidaire, pluraliste et ouverte aux autres cultures ».

Est-ce un appel à allonger le tronc commun ?
Nous ne sommes pas péda-

gogues. Le monde enseignant et les consultants doivent être capables de trancher cette question sans nous, tout autant que de concevoir les grilles horaires ad hoc. Pour nous, le contenu et les objectifs importent plus que la durée. Ainsi, nous estimons important de renforcer les savoirs de base en mathématique, en français et en science. Nous sommes persuadés qu'il vaut mieux une « tête bien faite » dès le départ car, dans une formation qualifiante par exemple, il est toujours difficile de revenir en arrière. Nous rencontrons trop de jeunes incapables de faire une règle de trois ou de lire un mode d'emploi en français.

« Calculer, lire, c'est tout ?

Certainement pas. Pour nous, les savoirs de base, incluent le « savoir être », c'est-à-dire la capacité de travailler, de prendre des responsabilités, d'être capable de respecter la différence. Au passage, nous soulignons la nécessité d'y intégrer la culture et l'éveil polytechnique tout en insistant lourdement sur les compétences numériques. Et les compétences numériques, ce n'est pas seulement l'usage d'une tablette, ça passe par un apprentissage minimum du codage informatique pour créer, demain, des vocations d'informaticiens.

« On suppose que l'entreprise est aussi en recherche de jeunes capables de « savoir-faire »

Évidemment ! Pour nous, ce savoir-faire passe par une revalorisation des filières techniques et professionnelles. Elles doivent devenir des parcours d'excellence soutenus par un véritable choix. Le « t'as raté, tu vas en technique » doit appartenir au passé. Il faut un changement culturel à l'école et dans les familles. Oui, il y a de belles carrières à

faire dans les métiers techniques. À une condition : il faut accélérer le changement dans les parcours de formation en relation avec les profils des métiers en pénurie. Nous avons déjà redéfini 55 « référentiels métiers » à l'attention des filières mais la prise de conscience n'est pas assez rapide : six seulement sont actuellement implémentés dans le système.

« Les débats de la semaine tournent aussi autour de la formation initiale des enseignants...

Nous ne nous prononçons pas sur la durée. Nous disons simplement que pour un enseignement de qualité nous avons besoin d'enseignants de qualité soutenus par des directions valorisées. Il en va de ce sujet comme du tronc commun : alors que tout le monde discute « durée », alors que dans la prochaine décennie nous aurons deux nouveaux gouvernements, nous demandons au monde politique un véritable consensus. On a besoin d'un nouveau pacte scolaire fort sur ces questions. ■

Propos recueillis par
ERIC BURGRAFF

LES CHIFFRES

10.000

En 2017, sur 220.000 demandeurs d'emploi, 60.000 ont reçu une formation mais seulement 10.000 dans un métier en pénurie.

48 %

Une étude mentionnée par l'Union wallonne des entreprises compare le niveau de qualification des emplois entre 2010 et 2020. Pour les métiers à faible niveau de qualification on passera de 20 % à 8 % sur la décennie. Pour les métiers à qualification haute, on passera de 29 % des postes de travail à 44 %.